

Argentine : suite du feuilleton du capitalisme de plus en plus libéral

Mexique (1995), Brésil (1998), Argentine (2001), à qui le tour ?

Jean-Marie Harribey

En 1976, la dictature militaire est instaurée après avoir renversé le pouvoir peroniste en place de 1946 à 1955 et de 1973 à 1976.

Après une politique péroniste assez isolationniste, la dictature amorce une période d'ouverture aux capitaux extérieurs. De 1976 à 1983 (durée de la dictature), la dette extérieure est multipliée par 5 (elle passe de 8 à 43 milliards de \$).

C'est la période où l'ensemble de la dette du tiers-monde s'accroît vertigineusement à cause de la volonté des banques occidentales de recycler leurs pétrodollars.

Dans le cas de l'Argentine, le problème est aggravé par la corruption de la dictature et les détournements systématiques de fonds. La dictature fut cautionnée par le FMI qui, dès 1976, accorda un prêt. Le problème fut tel que cela conduisit la Cour fédérale argentine à déclarer en juillet 2000 illégitime la dette contractée par la junte de Videla.

Après la dictature, durant la période de 1983 à 1989 gouvernée par Raul Alfonsin, ce furent l'effacement des crimes de la dictature, le paiement de la dette, la déroute économique et l'hyperinflation : 5000% en 1989, qui entraîna la démission d'Alfonsin.

Le libéralisme imposé à l'Argentine

Les réformes appliquées par le gouvernement de Carlos Menem à partir de 1989 avec son ministre des affaires étrangères puis de l'économie Domingo Cavallo (qui fut directeur de la banque centrale pendant la dictature) furent un modèle de libéralisme radical :

1. les plans d'ajustement structurel imposent la réduction des déficits publics pour éviter que la dette publique soit honorée au détriment de la dette extérieure et pour diminuer la demande intérieure ; après une dévaluation préconisée pour exporter et amasser des devises de façon à pouvoir rembourser la dette, après la réduction des déficits publics, l'inflation fait rage :
 - car le prix des matières premières monte ;
 - ensuite, un cercle vicieux s'enclenche : hausse des taux d'intérêt, les intérêts de la dette publique augmentent, l'Etat s'endette, les ressources disponibles pour le paiement de la dette extérieure s'amenuisent et la valeur de la monnaie s'effiloche ;
2. les privatisations concernent le secteur pétrolier, l'agriculture, 40% des entreprises, 90% des banques ;
3. pour payer la dette, il faut soit exporter plus qu'on importe, soit prélever sur les réserves de devises, soit attirer les capitaux : la première solution est impraticable avec un peso fort aligné sur le dollar, la seconde ne peut être que temporaire, reste la troisième qui va fonctionner à plein car les capitaux sont attirés par la vague de privatisations en soldes ; France Telecom et Telefonica (Espagne) se partagent le téléphone, Vivendi Universal s'adjudge la distribution de l'eau et la Société Espagnole de Participations Industrielles la compagnie aérienne argentine, tandis que le système de retraite par répartition est laminé par les fonds de pension ;
4. parité fixe entre 1 peso et 1 dollar (contrairement à ce qu'on lit dans tous les journaux, le problème n'est pas que la parité soit de 1 pour 1, mais que la parité soit fixe ; plus précisément, le problème n'est pas qu'à *un moment donné* elle soit de 1 pour 1, mais qu'elle soit fixe *dans le temps*) ; cette parité fixe fut décidée pour trois raisons :
 - pour briser l'inflation et alléger le poids nominal de la dette intérieure et le poids de la dette extérieure libellée en dollars ;

- pour inspirer confiance aux capitaux étrangers en garantissant la limitation de l'émission monétaire et ainsi la valeur des remboursements au capital étranger ;
- pour stabiliser le cours de matières premières exportées.

Avec ces mesures, l'inflation est vaincue et la croissance économique repart. Mais l'engrenage de la dette n'est pas désamorcé, au contraire :

1. car la libéralisation facilite la circulation des capitaux :
 - . les profits réalisés par les investisseurs étrangers repartent ;
 - . gigantesque évasion fiscale (40 milliards de \$ en 1998) ;
 - . les taux d'intérêt réels sont de 10% environ ;
2. car la parité fixe avec un dollar qui s'apprécie freine les exportations ; d'où le déficit commercial compensé par l'appel toujours croissant aux capitaux extérieurs (se rappeler qu'un pays déficitaire commercialement, c'est-à-dire importateur net de marchandises, est toujours obligatoirement importateur net de capitaux) ;
3. aggravation encore avec la crise des pays voisins, Mexique en 1995, et surtout Brésil en 1998 qui absorbait 30% des exportations argentines et qui a dévalué le real de moitié par rapport au dollar en 1998.

Pendant les deux mandats de Menem et celui écourté de Fernando de la Rúa, le rôle du FMI fut déterminant dans la conduite de la libéralisation, et cela sur deux plans :

1. la libéralisation fut « payée » par les pauvres :
 - comme l'évasion fiscale des hauts revenus est énorme, les ressources de l'Etat sont essentiellement la TVA dont le taux est passé de 14 à 21% ;
 - comme le service de la dette (remboursements + intérêts) augmente, les dépenses publiques sont rognées pour présenter un budget de l'Etat en excédent en 1999 et les salaires des fonctionnaires sont baissés (- 13% en juillet 2001) ; à l'engrenage de la dette va s'ajouter celui de la récession (le PIB a diminué de 4,3% depuis le début de 1998) et du chômage (18,5% de la population officiellement, au moins 30% sans doute) ; sur longue période, le PIB avait augmenté de 127% de 1949 à 1974, et seulement de 55% de 1974 à 2001, au point que le PIB par habitant est à peine supérieur à celui de 1974 ;
 - de 1991 à 1998, la productivité du travail a augmenté de 30% et le salaire moyen a baissé de 3%, le chômage est passé de 7% à 17% ;
 - comme 50% de la dette publique et 60% de la dette totale sont possédés par les Argentins riches, ceux-ci touchent leur rente, la convertissent en actions cotées à l'étranger (1,1 milliard de \$ ont quitté les comptes bancaires argentins pour la seule journée du 30 novembre 2001, ce qui provoqua le 3 décembre la décision bien tardive de contrôle des changes) et s'enrichissent pendant que les pauvres s'appauvrissent : 45% des 36 millions d'Argentins (soit 16,2 millions) sont en dessous du seuil de pauvreté aujourd'hui ;
2. le remboursement de la dette est conditionné par de nouveaux emprunts auprès du FMI (une vingtaine de milliards de \$ dans les onze dernières années) ou de la Banque mondiale :
 - en 1999, un prêt de 7,2 milliards de \$ est obtenu auprès du FMI sous les conditions d'austérité précédentes ; mais le FMI ne verse que par tranches si les conditions sont respectées ;
 - la même année, l'Argentine lance un emprunt par obligations auprès d'institutions privées mais couvert par la Banque mondiale en cas de non paiement, ce qui veut dire que la Banque mondiale avancera à l'Argentine éventuellement défaillante contre... paiement d'intérêts¹ ;

¹ . Se rappeler que le vrai nom de la Banque mondiale est *Banque internationale pour la reconstruction et le développement*, on ne s'en serait pas douté !

- le 5 décembre 2001, le FMI refuse de verser la tranche de 1,260 milliard du prêt précédent si l'Argentine ne réduit pas encore ses dépenses publiques de 10% et ne présente pas un budget public en équilibre : avant de démissionner, Cavallo présente le 17 décembre 2001 un projet de budget 2002 avec une baisse de 18,6% par rapport à 2001 ; il impose aux Argentins le *corralito*, c'est-à-dire les restrictions des retraits bancaires : pas plus de 200 \$ par semaine.

La dette extérieure de l'Argentine se décompose aujourd'hui ainsi :

1. dette publique fédérale : 132 milliards de \$;
2. dette publique des provinces : 22 milliards de \$;
3. dette privée : 40 milliards de \$.

Evolution de la dette extérieure en milliards de \$

	Fin 1992 (1)	Fin mars 2001	Variation
Total	63	145,6	+131,1%
Secteur public	57,2	109,1	+90,7%
Secteur privé	5,8	36,5	+529,3%
Intérêts sur la dette publique extérieure	3,1	10,8	+248,4%

(1) Après négociation su Plan Brady

Source : BCRA, « Estimacion deuda externa bruta, por sector residente », Agosto 2001.

Typologie des différentes dettes

Origine de la dette	dette publique	dette privée
Dette vis-à-vis des institutions multinationales (FMI, BM,...) (dette multil.) Etats (dette bilatérale) individus et institutions privées extérieurs		
individus et institutions privées nationaux		

Encadré noir : dette extérieure

La gestion de la dette est devenue une affaire juteuse pour les banques (sur les 10 premières banques en Argentine, 8 sont étrangères) car près de la moitié (46%) de leur activité est consacrée à acheter les titres de la dette publique émis pour payer la dette extérieure. Les revenus tirés de ces placements sont exemptés d'impôts. Ainsi, l'Etat, quoique privé de rentrées fiscales, est obligé d'inscrire à son budget la charge de la dette extérieure qui se transforme en déficit public et donc en dette publique. Comme la charge de la dette est d'au moins 15 milliards de \$ par an, cela représente le quart des recettes fiscales et près de la moitié des exportations.

Quand l'Etat ne peut honorer les échéances, il négocie comme en mai 2001 l'échange de titres à 9% venant à échéance dans les cinq années à venir contre des titres à échéance plus lointaine mais à 15%... !

Les décisions du président par intérim Adolfo Rodriguez Saa étaient-elles capables de redresser la situation ? Le paiement de la dette fut suspendu (et non annulé). Une troisième monnaie (à usage interne) fut envisagée : l'argentino. Mais la parité du peso avec le dollar devait rester inchangée.

Les contradictions du capitalisme dépendant

Cette obstination à laisser la parité en l'état traduisait les contradictions auxquelles est confrontée l'Argentine :

1. il faudrait un peso faible pour être compétitif vis-à-vis du commerce extérieur, et il faudrait qu'il soit fort pour être attractif vis-à-vis des capitaux ; les pays du Sud vont de crise en crise en oscillant entre ces deux options ; la fin de la parité-convertibilité peso/dollar ne signifierait d'ailleurs pas la fin de la soumission vis-à-vis du capital créancier : avec la parité-convertibilité, on crée l'illusion de la stabilité monétaire obtenue par des politiques économiques et sociales récessives ; avec le flottement de la monnaie qui se traduit par une dévalorisation de celle-ci, on crée l'illusion de l'indépendance alors que les différences de productivité avec le capitalisme du centre subsistent ;
2. cette première contradiction étant insoluble, il ne reste qu'une variable d'ajustement : faire payer la crise aux pauvres, aux salariés par le biais du chômage, de la baisse des salaires, de la diminution des dépenses sociales pendant que des pans entiers des services collectifs sont accaparés par le capital ;
3. l'intégration régionale dans le cadre du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) est menacée par le projet de Zone de Libre Echange des Amériques qu'entendent mettre en œuvre les Etats-Unis pour barrer la route aux concurrents européens et japonais ; la dollarisation de l'Argentine est préjudiciable à ce pays dans son commerce avec le Brésil car le real brésilien est flottant.

Avant qu'on ait pu répondre à ces questions, le président Saa démissionna.

Le nouveau président par intérim pour deux ans Eduardo Duhalde a mis au point un plan de redressement qui prévoit :

1. le flottement du peso par rapport au dollar ;
2. la conversion en pesos des dettes libellées en dollars au taux de 1 pour 1 ;
3. la conversion des dépôts au taux de 1,4 peso pour 1 dollar ;
4. l'assouplissement du *corralito*

Toutes ces mesures sont prises avec en toile de fond une crise sociale de plus en plus aiguë, tandis que le directeur du FMI Horst Köhler déclare : « Les Argentins ne s'en sortiront pas sans douleur » (*Le Monde*, 23 janvier 2002) et que les gouvernements français et espagnol téléphonent au président argentin pour exiger que les mesures de redressement ne pénalisent pas les multinationales d'origine française et espagnole ! Cela s'appelle la solidarité capitaliste.

Pendant ce temps, les multinationales installées en Argentine font de l'obstruction en augmentant leurs prix pour déjouer d'avance les augmentations de taxes sur les exportations que le gouvernement prévoit pour équilibrer son budget.

Depuis la dévaluation du peso, en décembre 2001, les salaires réels ont baissé de 40%, plus vite et plus fortement qu'en 1989, l'année de la grande inflation. Cela est dû à trois facteurs : la hausse des prix, la baisse des salaires nominaux et la baisse des heures supplémentaires et des primes. Les entreprises sont en position de force car le taux de chômage est trois ou quatre fois plus élevé qu'en 1989.

Le cas de l'Argentine est une éclatante illustration de la lutte de classes menée par le capitalisme contre le salariat. Peut-on douter que l'action doive s'engager contre le capitalisme et pas seulement contre sa gestion libérale ?

Bibliographie

- Jean-Marie Harribey, « Les raisons d'un naufrage », Entretien avec D. De Laage, *Sud-Ouest*, 14 janvier 2002 (voir ci-dessous).
- Michel Husson, « Les leçons de la crise Argentine », ATTAC, Courriel d'information n° 257, 17 août 2001.
 - « Cette mortelle fascination du dollar », *Le Monde diplomatique*, février 2002.
- Claudio Katz, « Fondements de la crise économique », *Imprecor*, n° 466-467, janvier-février 2002, p. 22-27.
- Damien Millet, Eric Toussaint, *50 Questions, 50 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Bruxelles, CADTM, Paris, Syllepse, 2002.
- Eric Toussaint, *La Bourse ou la vie, La finance contre les peuples*, CADTM-Syllepse, 1998.
 - « Une dette odieuse », « De crise en crise » et « Au prix fort », *Le Monde diplomatique*, février 2002.
- Eric Toussaint, Arnaud Zacharie, *Sortir de l'impasse, Dette et ajustement*, Introduction de Jean-Marie Harribey, « Qui annule sa dette relève la tête », Paris, Syllepse, Bruxelles, CADTM, 2002.
- Arnaud Zacharie, « Aux origines de la crise Argentine », ATTAC, Courriel d'information n° 294, 22 décembre 2001.

Entretien de Jean-Marie Harribey avec *Sud-Ouest*, 14 janvier 2002

« Les raisons d'un naufrage »,

Entretien avec Dominique De Laage

La crise. Supprimant la parité peso-dollar, en vigueur depuis 1991, le gouvernement argentin a instauré un double système de change, avec un taux fixe d'un dollar pour 1,40 peso pour les transactions extérieures (soit une dévaluation de 28,6%), et un flottement de la monnaie nationale pour les autres opérations. En même temps, il s'oppose à l'ingérence du FMI dans la définition de son plan anticrise, dont il envisage d'assouplir certains aspects, afin de calmer la colère de la rue qui s'est violemment manifestée contre lui pour la première fois cette fin de semaine. Les restrictions bancaires empêchent les Argentins de disposer librement de leur argent depuis plus d'un mois.

Sud-Ouest : - Dans les années 30, l'Argentine avait un PIB par habitant comparable à celui de la France. Aujourd'hui, son économie est en faillite. Quelles sont les causes historiques de ce hiatus ?

Jean-Marie Harribey : - La rente pétrolière et les produits de l'exportation agricole, qui assurèrent jadis sa vitalité économique à l'Argentine, ne débouchèrent pas sur un développement équilibré du pays. Car les bénéfices de cette rente, insuffisamment répartis, ne profitèrent qu'à une petite minorité de nantis, peu soucieuse de développement global. Cet effet pervers est classique des économies de type rentier. Et constitue l'un des problèmes de fond de l'Argentine.

S-O : - Compte tenu de ce handicap économique initial, quels ont été les effets de la dictature des années 1976-1983 sur l'économie argentine ?

JMH : - La dictature s'est accompagnée d'une montée extraordinaire de la corruption, affaiblissant encore les capacités de résistance économique de l'Argentine. Quand la dette a enflé pour tous les pays du tiers-monde à partir de la décennie 80, l'Argentine s'est retrouvée particulièrement exposée et désarmée. De 1976 à 1983, sa dette est passée de 8 à 43 milliards de dollars. Cinq ans plus tard, en 1989, l'inflation atteignait le chiffre record de 5 000% ! C'est alors que le président Carlos Menem confiait au très libéral Domingo Cavallo (le même qui a démissionné voici quelques semaines) la mission de redresser l'économie du pays en arrimant le peso sur le dollar. Or, Domingo Cavallo avait été le gouverneur de la Banque centrale argentine durant la dictature. La même élite présidait toujours aux destinées du pays...

S-O : - Une élite qui aura asservi ces dix dernières années l'économie argentine à celle des Etats-Unis, via le Fonds monétaire international et la Banque mondiale...

JMH : - Tout à fait. La parité fixe avec le dollar aura certes permis d'enrayer très rapidement l'inflation. Mais, dix ans plus tard, le maintien de cette politique a finalement ruiné la vitalité économique et les capacités exportatrices de l'Argentine, notamment avec le Brésil et le Mexique qui, eux, n'ont pas maintenu de parité fixe avec le dollar. Les Etats-Unis, qui se retranchent aujourd'hui dans un silence hypocrite, n'ont rien fait pour inciter les Argentins à retrouver une marge de manœuvre par rapport au dollar. Au contraire. Ils ont toujours vu d'un très mauvais œil le développement des échanges dans le cadre du Mercosur, cette petite union douanière entre pays d'Amérique du Sud qui pourrait gêner leur projet de zone de libre échange des Amériques, chère au président Bush.

Complètement dépendant des prêts du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale – maîtrisés par les Etats-Unis – le gouvernement argentin a suivi à la lettre leurs préconisations. Progressivement, les principales ressources et capacités productives du pays ont ainsi été accaparées par des sociétés internationales comme France Telecom, Telefonica, Vivendi,... 90% du secteur

bancaire sont désormais sous contrôle de banques étrangères et le système de retraite par répartition a été peu à peu laminé par les fonds de pension...

S-O : - Jusqu'à ces derniers mois, l'Argentine était d'ailleurs désignée comme l'élève modèle par le FMI et la Banque mondiale. Et Domingo Cavallo célébré par les magazines financiers mondiaux comme un héros du libéralisme. Comment la situation a-t-elle subitement dérapé ?

JMH : - A cause du FMI justement. En conditionnant, fin novembre, le versement d'une nouvelle tranche du prêt à la présentation d'un budget mieux équilibré, voire en excédent, le FMI a placé l'Argentine face à une situation insurmontable. Il ne restait à son gouvernement qu'une seule variable d'ajustement. Toujours la même : faire payer la crise aux pauvres, aux salariés, soit par le biais du chômage, soit par une nouvelle baisse des salaires, soit par une énième diminution des dépenses sociales. Le détonateur a été la limitation des retraits bancaires à 200 dollars par semaine, pour éviter la fuite des capitaux. Une mesure vaine puisque les riches avaient anticipé cette décision, transformant leurs avoirs en titres émis et cotés à l'étranger.

Faute de pouvoir aller retirer de l'argent pour payer leur pain quotidien, les classes moyennes et pauvres ont donc enflammé la rue. Le temps que le gouvernement présente au FMI un budget en équilibre, la crise avait déjà débordé. Le FMI aura surestimé les capacités des Argentins à se saigner aux quatre veines. Le fruit était déjà pressé jusqu'à son moindre jus. D'où la catastrophe.

S-O : - Quelles leçons tirez-vous de cette crise argentine ?

JMH : - L'Argentine est une sorte de cas d'école produit par deux phénomènes qui vont dans le même sens. Dans le contexte d'affrontement social larvé qui prévaut toujours dans ce pays sont intervenus, ces vingt dernières années, les ravages de la financiarisation du capitalisme et de sa libéralisation tous azimuts. Des préceptes libéraux qui commencent à provoquer leurs désastres sociaux dans les pays qui sont les maillons faibles du système de l'économie mondiale. Et, paradoxalement, ces pays fragiles ne sont pas ceux qui sont dans la misère comme en Afrique subsaharienne. Mais des Etats comme l'Argentine qui ont amorcé un processus de développement dont ils n'ont pas la maîtrise totale. En 1997, ce furent les pays du Sud-Est asiatique qui payèrent l'addition. Plusieurs pays latino-américains sont actuellement dans ce type de situation. Or, bien qu'ils soient grandement responsables, les Etats-Unis et le FMI observent un mutisme assourdissant depuis l'éclatement de la crise argentine. Au prétexte d'une non-ingérence dans les affaires intérieures du pays, ils l'abandonnent à son sort. Et aux pressions des grandes multinationales soucieuses de leurs intérêts.